

L'urgence pour la gauche est-elle de sauver le PS ?

Gérard Filoche et ses amis ne nous aident guère !

Avant-propos

Le 30 mars dernier, au soir du second tour des départementales, un message de la revue « *Démocratie et Socialisme* » tombe dans ma boîte à lettres électronique. L'objet de ce message concerne une contribution en vue du congrès du PS de Poitiers que Gérard Filoche m'invite à lire et signer. Le texte de cette contribution est intitulé « **Sauver le Parti Socialiste ! Redistribuer les richesses d'abord** ».

Adhérent du PG et donc destinataire de ce message sans doute par erreur, je profite néanmoins de l'occasion qui m'est ainsi offerte de poser quelques questions et d'ouvrir un débat qui m'apparaissent des plus urgents sur les intentions des contestataires du PS (frondeurs, affligés, aile gauche du PS. . .).

1. Pourquoi les contestataires du PS qui s'opposent ouvertement et, fort probablement, sincèrement au gouvernement socialiste, découvrent-ils seulement maintenant que la ligne politique du PS au pouvoir n'est pas de défendre les intérêts des classes populaires ?
2. Peut-on raisonnablement penser que les différents Ministres (PS ou EELV) qui ont participé au gouvernement étaient, jusqu'à leur décision de démissionner, au degré zéro de la politique et qu'ils n'avaient pas compris que ce gouvernement n'avait jamais eu la moindre volonté d'appliquer un programme social et écologique ?
3. Pourquoi les contestataires du PS qui s'opposent ouvertement à la politique du gouvernement socialiste, ne quittent-ils pas un parti dans lequel ils ne se retrouvent plus ?
4. Pourquoi Gérard Filoche qui fait un travail d'analyse critique remarquable (sur la [loi Macron](#), le [code du travail](#)...) et qui défend des positions très proches du Front de Gauche et de son programme « *l'Humain d'abord* » appelle-t-il au rassemblement de la gauche autour du PS alors que ce rassemblement à gauche (le Front de Gauche justement) s'est constitué avant la dernière élection Présidentielle ? Election, rappelons-le ici, à l'occasion de laquelle le candidat Hollande n'a défendu au cours de sa campagne aucune proposition ressemblant de près ou de loin à celles de « *l'Humain d'abord* ».
5. Contester à l'intérieur du PS ne contribue-t-il pas à entretenir la confusion dans l'esprit des électeurs avec l'idée désabusée que « *droite - gauche, c'est pareil* » ou encore du « *tous pourris* » face à un parti qui prétend être « *La Gauche* » (avec le concours permanent de la majorité des grands média) tandis qu'il mène une politique ultra-libérale et contribue chaque jour à l'émiettement du tissu social et à la casse du service public ?
6. Pourquoi les contestataires du PS, élus au parlement, qui s'opposent ouvertement et, fort probablement, sincèrement à la politique du gouvernement socialiste ne manifestent-ils leur opposition que par le biais de l'abstention ?
7. Que signifie « *sauver le PS* » dans l'esprit de Gérard Filoche et de ses amis ?

Beaucoup de questions donc, pour lesquelles, sans prétendre détenir la vérité absolue, on peut formuler quelques éléments et hypothèses propres à nous éclairer et à nourrir un débat permettant d'y apporter quelques réponses. Dans le contexte actuel de désinformation, de désarroi du peuple, de trahison du PS au pouvoir, qui laisse le champ libre à tous les discours de division du peuple, de stigmatisation de l'autre et de repli sur soi, la gauche divisée peine à faire entendre sa voix face aux discours simplistes et réactionnaires.

Une question fondamentale se pose alors :

L'unité de la gauche, tant réclamée par des personnalités comme Gérard Filoche ou Liêm Hoang-Ngoc, **peut-elle être réellement crédible** auprès de citoyens désabusés, en prise à un doute qui les fait regarder vers l'extrême droite, **si elle doit s'afficher avec l'étiquette du PS**, pareille à ce papier collant parfois à nos semelles et qui nous fait aller de guingois ?

Ce texte détaille quelques arguments, questions complémentaires et hypothèses dont tous les partisans d'un grand rassemblement à gauche doivent s'emparer publiquement et de toute urgence.

Questions 1 et 2 : Un peu de chronologie (succincte et non exhaustive)

Extrait de la préface de Gérard Mordillat au livre de Bertrand Rothé¹

« [...] en 1982 la « pause » se mue en rigueur, en 1984 près de trente mille suppressions d'emplois dans la sidérurgie au nom de la « modernisation de l'industrie », en 1992 signature du traité de Maastricht scellant le contrôle de la politique économique de la France par Bruxelles, en 1997 fermeture de l'usine Renault de Vilvorde malgré tous les serments, toutes les promesses de s'y opposer, la même année, ratification d'un « Pacte de stabilité et de croissance » écornant une fois de plus la démocratie, en 1998 le journal *Le Monde* applaudit : « Lionel Jospin privatise plus vite qu'Alain Juppé », en 2005 Une de *Paris Match* où Nicolas Sarkozy et François Hollande posent côte à côte dans le même costume, la même attitude, jumeaux plus effrayants que les frères Bogdanov, sans parler de Pascal Lamy qui s'enorgueillit d'accélérer la mondialisation, fer de lance du néolibéralisme. . . »

En 2012 François Hollande est élu Président de la République

Dans la conclusion l'auteur souligne² : « [...] PSA remplace Renault. Le nouveau Vilevorde est en Seine Saint Denis, dans un bastion socialiste. Aulnay a fermé. [...] Cette fois-ci encore, les socialistes n'ont pas renégocié le traité européen comme ils s'y étaient engagés. »

Que dire à propos de l'engagement N° 13 du candidat Hollande ?

« Je proposerai également une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale. Une contribution climat - énergie aux frontières de l'Europe viendra compléter cette stratégie. J'agirai, dans le cadre du G20, pour une parité plus équilibrée de l'euro vis-à-vis du dollar américain et du yuan chinois en proposant un nouvel ordre monétaire international. »

Engagement qui s'est traduit, à propos du TAFTA, par cette déclaration du Président Hollande en visite à Washington en février 2014 (voir la vidéo [ici](#)) : « Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations » Quand on mesure la portée et les menaces que fait peser le TAFTA sur les normes sociales, sanitaires, environnementales, de santé publique, de droit du travail. . . , cette déclaration constitue juste un virage à 180° par rapport à l'énoncé de l'engagement ci-dessus.

Cette brève chronologie apporte quelques éléments d'appréciation du contexte dans lequel on peut chercher des réponses aux questions 1 et 2 listées précédemment. Attention toutefois à ce qui pourrait paraître comme des évidences, il y a parfois des petits pièges. Ainsi peut-on lire dans un entretien accordé au journal Médiapart (lire [ici](#) pour les abonnés), Benoît Hamon déclarer « Nous avons fait l'erreur de croire que Manuel Valls modifierait le cap. » Déclaration qui laisse planer le doute à propos de la question 2.

Toujours au sujet de cette question, on ne peut que déplorer la basse manœuvre de pure communication de Jean-Christophe Cambadélis qui, dans sa [motion](#) en vue du congrès du PS, n'hésite pas à s'approprier la terminologie du Parti de Gauche en évoquant l'[écocosialisme](#). Il ne s'agit là que d'un effet d'annonce de la part d'un parti qui est favorable aux grands projets inutiles (Notre-Dame-des-Landes, Sivens...), qui soutient l'agriculture industrielle, qui couvre financièrement les fraudes et erreurs des agriculteurs en prenant à sa charge (donc dans la poche du contribuable), le remboursement d'aides agricoles indûment perçues (lire [ici](#) et [ici](#)³). Que dire encore à ce sujet lorsqu'on apprend que le ministre de l'économie Emmanuel Macron a accordé mardi 14 avril une concession « limitée » pour l'extraction de sable coquillier dans la baie de Lannion ? Cela en dépit des arguments et protestations du collectif « *Le peuple des dunes du Trégor* » qui déclare : « La baie est en danger, non seulement d'un point de vue environnemental, mais aussi sur le plan de l'emploi. Les premiers touchés, ce seront les pêcheurs professionnels qui ne pourront plus travailler à très court terme ».

Quoi qu'il en soit, à défaut d'apporter des réponses à ces questions, on peut objectivement faire le constat que le PS au pouvoir depuis 2012 (avec quelques alliés EELV de circonstance) s'inscrit dans la parfaite continuité des politiques ultra-libérales qui sévissent depuis plus de trente ans en France. Rappelons par ailleurs qu'en dehors du pouvoir, le PS n'apparaît pas ouvertement aux côtés de collectifs comme AAA ou STOP-TAFTA, rôle qu'il délègue parfois aux jeunes socialistes qui ne peuvent faire guère plus que de la figuration.

1. Bertrand Rothé « *De l'abandon au mépris. Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière* », paru au Seuil en 2013. p. 12

2. *Ibid.* p. 248

3. *Siné Mensuel* N° 41 - Avril 2015 - page 15

Questions 3 et 4 : Pourquoi s'accrocher désespérément au rocher PS ?

Là encore, cette question en amène d'autres.

Le PS a-t-il encore des alliés et soutiens externes à gauche ?

La réponse est oui, à en juger par les alliances locales qu'il parvient à conserver avec le PC et EELV dans les diverses élections. Si, fort de ces alliances qui ont pourtant une fois de plus montré leurs limites aux dernières élections départementales⁴, on se laisse bercer par l'illusion que le PS est encore le point de rassemblement incontournable à gauche, on peut alors comprendre l'intérêt des contestataires du PS à vouloir à tout prix rester dans son giron. On peut le comprendre, mais dans le même temps noter que les défaites engendrées par ces alliances le sont à cause de l'étiquette PS qui n'incarne plus aujourd'hui qu'une politique ultra-libérale sanctionnant de façon violente les plus démunis, contribuant ainsi davantage à l'éclatement de la gauche qu'à son rassemblement.

Qui incarne le PS aujourd'hui ?

Selon une étude de 2011 du CEVIPOF⁵, on comptait parmi les adhérents actifs du PS, 50% des répondants à se dire « *cadre ou profession intellectuelle supérieure* », 20% de « *professions intermédiaires* », 15% d'employés et 3% d'ouvriers. Par ailleurs l'étude du CEVIPOF relève aussi que le PS est un parti d'élus et de collaborateurs d'élus et on peut lire⁶ « *Les rapports qui s'établissent entre les adhérents et les élus sont complexes. Chaque enquête révèle un degré plus ou moins élevé d'insatisfaction, en particulier à propos des relations entretenues avec eux, à propos de la considération dont les adhérents font l'objet et de l'inégalité des positions en présence.* »

Quelle connaissance les socialistes au pouvoir ont-ils du monde du travail ?

Consultons au préalable quelques CV (origine sociale, niveau d'études et parcours professionnel) du [Président](#) de la République et de quelques Ministres ([Marisol Touraine](#), [Ségolène Royal](#), [Michel Sapin](#), [Manuel Valls](#), [Emmanuel Macron](#)). Sous réserve de l'exactitude des informations fournies par les liens ci-dessus, on peut observer que ceux de nos dirigeants qui occupent actuellement des postes clés sont issus de milieux bourgeois, ont un niveau d'étude élevé, que beaucoup sont passés par l'ENA, et que leur parcours professionnel s'est effectué au sein des institutions et des appareils politiques, à l'exception peut-être d'Emmanuel Macron qui a fait un passage par le milieu bancaire d'affaires. Je ne résiste pas non plus à présenter un autre élément illustrant la manière dont notre Président socialiste souhaite gérer la France. Il s'agit de la photo de « [la jeune garde du Président](#) »

Dans ce contexte on peut s'interroger sur la capacité de nos dirigeants socialistes à appréhender de façon réaliste les difficultés du quotidien des chômeurs, des travailleurs pauvres, des bénéficiaires du RSA... On pourrait, sur cette question, leur accorder le bénéfice du doute si leurs discours, leurs actes et leurs décisions politiques ne nous prouvaient chaque jour la distance et la méconnaissance qu'ils entretiennent avec la réalité sociale et économique des plus démunis.

De mon point de vue les arguments/questions posés ici laissent penser qu'il n'y a guère de chances que les dirigeants et cadres du PS laissent les manettes de leur parti aux mains de contestataires qui n'incarnent pas les orientations définies par et pour eux. En effet les éléments de l'étude du CEVIPOF, associés aux profils (CV) et origines sociales des dirigeants socialistes, permettent d'observer que ce parti est devenu une oligarchie à lui tout seul. A ce sujet, la préparation du prochain congrès de Poitiers du PS et les tractations qui ont lieu actuellement autour des motions, semblent accréditer le scénario d'un maintien de cap à droite (lire [ici](#)).

Faisons d'emblée l'impasse sur l'hypothèse que le combat des contestataires du PS pourrait être intéressé, du fait que le PS est un gros parti avec de gros moyens matériels, humains, logistiques et financiers. Malgré cela, il faut sans doute hélas, envisager l'hypothèse qu'à défaut d'être soutenus et entendus à l'intérieur de leur parti, les contestataires du PS continuent de croire en leur capacité de le changer. On peut à ce propos déplorer qu'ils continueront d'y croire tant qu'ils trouveront des alliés extérieurs pour les rejoindre dans des aventures électorales mortifères. L'« *autre gauche* » porte en ce sens une part de responsabilité qui ne peut pas être exclue du débat.

4. Le PCF a remporté 3/4 des seconds tours quand il n'était pas allié au PS au premier tour, mais seulement la moitié quand il l'était. En Île de France, les deux départements qui restent à gauche sont ceux où le Front de Gauche était autonome au 1er tour, tandis que le département qui passe à droite est celui où le PC était associé au PS

5. Publiée dans la « *Revue socialiste* » N°42, 2ème trimestre 2011

6. *Ibid.* p. 131

Questions 5 à 7 : Quitter le PS ! C'est grave docteur ?

Que pourrait-il advenir si les contestataires du PS quittaient le navire ?

Cette question en entraîne d'autres comme par exemple :

- Sur la forme, que resterait-il de l'étiquette « *Gauche* » accolée au PS ?
- Sur le fond, quelle ligne et quelle couleur politique pourrait alors afficher le PS ?
- Le FN pourrait continuer à parler de « *l'UMPS* », mais où serait alors le problème ?
- Si les contestataires du PS le quittaient pour rejoindre un grand rassemblement à gauche qui existe, même s'il peine à se construire de façon harmonieuse et visible, y perdraient-ils leur âme et leurs valeurs de gauche ?
- Dans la perspective de l'échéance électorale de 2017 qui est toute proche, comment feraient les média paresseux pour présenter les tendances des différents candidats ? Le PS resterait-il le parti incarnant la candidature de gauche une fois vidé de tous les membres constituant son aile gauche ? Dans cette même perspective, ceux que les média présentent aujourd'hui avec beaucoup de respect comme les frondeurs, les affligés, l'aile gauche du PS, seraient-ils illico rebaptisés gauchistes extrémistes par ces mêmes média, à l'instar de leurs camarades du Front de Gauche ?
- Toujours en vue de 2017, comment les électeurs désenchantés fuyant les urnes ou optant pour un vote extrême motivé par des slogans tels que « *tous pourris* » ou « *droite ou gauche, de toute façon c'est la même chose* » verraient-ils les choses présentées par une gauche rassemblée à bonne distance du PS ?
- Les députés contestataires se sentiraient-ils encore « *obligés* » de s'abstenir ?

Il serait ici présomptueux de prétendre apporter les réponses à toutes ces questions, mais peu importe, il me semble que l'urgence à l'instant est qu'elles soient posées et débattues ouvertement et publiquement. Dans ce contexte et pour alimenter ce débat que je souhaite, je me permets donc d'apporter ici quelques commentaires qui ne constituent qu'un point de vue.

L'échéance de 2017 est toute proche et le PS présentera sans nul doute un(e) candidat(e) qui ne sera pas, quoi qu'en pensent nos camarades frondeurs, un candidat de gauche, mais qui sera présenté comme tel par les média, soyons-en certains. Une fois de plus, la soupe purement électorale de conquête du pouvoir, sur fond de trahison du peuple, transformera la campagne présidentielle en un grand spectacle bling-bling, un grand manège dans lequel les chevaux de bois s'appellent experts et où le pompon à attraper, pour un tour qui risque d'être tout sauf gratuit, se nomme Front National.

Dès lors, pèse sur les membres de la gauche du PS une lourde responsabilité s'ils persistent à s'attacher prioritairement à sauver leur parti et à refuser obstinément de le quitter officiellement. Pour éviter toute ambiguïté, je précise qu'il ne s'agit pas ici de reprocher aux frondeurs du PS d'être socialistes ni de leur demander de renier leurs valeurs. J'exprime simplement une très grande crainte.

J'entends bien en effet Gérard Filoche, lorsqu'il s'exprime avec brio, authenticité et passion au micro de Daniel Mermet ([Là bas si j'y suis](#) - 3'50") nous dire d'une voix pleine de trémolos « *Unité, unité !* » et aussi lorsqu'il reconnaît que la gauche est divisée, mais qu'il ne comprend pas pourquoi et qu'il ne sait pas expliquer. Là, cependant, malgré toute la considération que j'ai pour Gérard Filoche et au vu des faits et des arguments que j'ai tenté de développer dans ce billet, je ne le crois pas sincère. Je juge sa posture malhonnête, intellectuellement s'entend, de ne pas vouloir reconnaître la moindre part de responsabilité de l'appareil PS dans l'éclatement et l'affaiblissement de l'« *autre gauche* », laissant ainsi une grande partie de son électorat s'abstenir ou se laisser séduire par les sirènes du FN.

Alors sauver le PS ?

Au vu des questions posées et des arguments développés dans ce billet, ma conviction se trouve renforcée qu'il s'agit bien plus aujourd'hui de restaurer et renforcer la gauche plutôt que sauver le PS.

Le PS doit être assaini, mais il faut admettre que ceux qui le polluent à la sauce libérale ne sont pas disposés à le quitter ni à changer de cap.

Il n'y a donc pas d'alternative camarades frondeurs, **quittez le PS!** Il vous sera plus aisé de le redresser, si vous le souhaitez toujours, lorsque vous aurez contribué à la victoire de la gauche.

Ce chantier doit démarrer dès maintenant avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'y associer et ce rassemblement de la gauche ne doit avoir aucun lien, ni de près, ni de loin, avec le logo PS. C'est à dessein que j'utilise ici le langage de la communication, car François Hollande, son gouvernement et les cadres du parti utilisent le PS comme une marque parce que c'est tout ce dont ils ont besoin pour faire la seule chose qui les préoccupe : communiquer et gérer. Il est édifiant à ce sujet de prendre quelques instants pour lire la plaquette, pardon la [motion](#), de Jean-Christophe Cambadélis pour le congrès du PS.